



Module « Travail social et politique sociale »

Ce module étudie les origines et la pratique de l'aide sociale en tant qu'institution et domaine professionnel, dans une perspective historique et comparative, et s'interroge sur la segmentation de la clientèle. Existe-t-elle et, si oui, comment s'opère-t-elle?

Dans quelle mesure reflète-t-elle les discours politiques et institutionnels? La relation qui unit les assistants sociaux et les bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que ses répercussions sur les processus d'intégration et de réintégration sont également étudiées.

Projets

Rupture du lien social, risque de dépendance prolongée et gouvernance urbaine: comment renforcer les politiques sociales dans les villes suisses?

Antonio Da Cunha, Jean-Philippe Leresche

L'aide sociale en Suisse: intégration et exclusion à travers la segmentation de la clientèle

Ueli Mäder, Carlo Knöpfel, Stefan Kutzner

Le travail d'intégration des assistants sociaux de l'Hospice général de Genève: représentations et pratiques de l'aide imposée/négociée

Laurence Ossipow Wüest

Assistance publique, marginalité sociale et rapports sociaux de sexe. Conceptions et pratiques d'intervention du travail social en ville de Berne à la fin du XIXe et au XXe siècles

Brigitte Schnegg von Rütte

La dynamique de l'intégration et de l'exclusion – étude portant sur l'interdépendance entre les activités individuelles et les conditions structurelles de leur mise en œuvre

Peter Sommerfeld

La question de l'intégration dans le discours et les pratiques de l'aide sociale: l'exemple de deux cantons entre 1893 et aujourd'hui

Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni, Véréna Keller



Rupture du lien social, risque de dépendance prolongée et gouvernance urbaine: comment renforcer les politiques sociales dans les villes suisses?

Antonio Da Cunha, Jean-Philippe Leresche

Résumé des principaux résultats (extrait du rapport final)

La crise économique des années 80, l'instauration, dans les années 90, d'un chômage structurel de longue durée, en même temps que le développement d'une individualisation des modes de vie (divorces, séparations conjugales, jeunes en rupture familiale) ont entraîné une augmentation du nombre de bénéficiaires pris en charge par l'aide sociale, ainsi qu'une diversification de leurs profils. Ces personnes présentent généralement un cumul de handicaps (sociaux, sanitaires, professionnels) et subissent des processus de disqualification et de désaffiliation qui ébranlent leurs identités et leurs compétences. Désignées par certains comme des "cas lourds", leurs trajectoires de vie glissent, parfois insensiblement, vers un système de dépendance assistancielle prolongée. Le phénomène est particulièrement frappant dans les espaces urbains.

Si l'impératif de la recomposition du lien social investit la conception des politiques d'intervention sociale, celles-ci ne parviennent pas toujours à atteindre leurs finalités. Les modalités de coordination des dispositifs sectoriels d'intervention et l'inadaptation des outils mobilisés par les travailleurs sociaux pour répondre à une demande complexe et polymorphe paraissent participer du processus d'exclusion sociale. Le décalage entre les demandes des usagers entrant dans les dispositifs et les réponses institutionnelles qui leur sont proposées peut ainsi s'amplifier au cours du temps. La médiation souhaitée vers l'emploi ne se réalise pas. La demande d'aide devient alors dépendance chronique, le projet d'insertion se transforme en simple cadre de gestion de l'échec social. Ces constats interrogent notre capacité collective à reconstituer le lien social. Ils questionnent aussi les limites des référentiels des politiques et des modèles de gestion de l'exclusion sociale à l'œuvre dans les cantons et les agglomérations urbaines au cours des dernières années.

L'explication de ces situations ne serait alors pas à situer dans la sphère de la responsabilité de l'usager, pas plus que dans celle des travailleurs sociaux sollicités dans les différents dispositifs, mais dans la sphère d'une coordination institutionnelle territorialisée, encore incapable de produire la rencontre positive de leurs pratiques respectives et des demandes des bénéficiaires dans un contexte de restrictions budgétaires. Comment devient-on un "cas lourd"? Comment les demandes des usagers en situation de dépendance assistancielle sont-elles prises en charge par les dispositifs? La gouvernance constitue-t-elle une clef pour comprendre les mécanismes de "production" de la dépendance chronique? Est-ce que la mise en réseau des compétences des différents acteurs institutionnels présents dans le champ du social (aide sociale, LACI, AI, etc.) peut contribuer à une meilleure régulation des demandes?

L'objectif de la recherche menée dans trois villes romandes - Lausanne, Sion, Delémont - était triple: identifier les figures de la dépendance assistancielle à travers l'analyse des profils et des trajectoires des usagers inscrits durablement à l'aide sociale; comprendre les mécanismes de gestion du décalage croissant entre les demandes des usagers de l'aide sociale en situation de dépendance chronique et l'offre de prestations qui leur sont apportées à l'échelle locale; évaluer les modèles de gouvernance locale et les pratiques de collaboration interinstitutionnelle afin d'améliorer la régulation collective des processus d'exclusion.

La méthodologie exploite la complémentarité des sources documentaires, des données statistiques disponibles et des outils qualitatifs (entretien semi-directif) au sein d'une démarche pluraliste. L'étude met en évidence les figures de la dépendance assistancielle: les ponctuels (prise en charge de courte durée), les personnes en attente (prise en charge continue de courte durée), les cycliques (prise en charge intermittente de longue durée) et les permanents (prise en charge continue et de longue durée). Le régime temporel de prise en charge, la durée et le profil de ces usagers varient d'une ville à l'autre en fonction de plusieurs paramètres: contexte socio-économique et taille des villes, organisation des réseaux institutionnels de prise en charge.

La nécessité de recourir à une approche transversale en matière de prise en charge des usagers des différents dispositifs d'assurance et d'assistance sociales est reconnue par les acteurs institutionnels et encouragée par le Conseil fédéral. Cependant, notre analyse montre l'écart entre les intentions d'une plus forte transversalité de l'intervention sociale et sa mise en scène par les acteurs concernés. Trois modèles de gouvernance sont identifiés: orienté prioritairement sur les usagers (Delémont), la structure (Sion) ou le projet (Lausanne). Du point de vue de la recherche, la gouvernance est un concept à la fois analytique et normatif qui permet d'appréhender les enjeux relationnels de la coordination interinstitutionnelle. Du point de vue des acteurs, la notion est ambivalente. Dans le contexte actuel de restrictions budgétaires, la gouvernance peut devenir un alibi et, au pire, un moyen pour refouler les usagers (effet de ping-pong, effet de porte tournante), en respectant de manière toujours plus stricte les conditions d'accès aux politiques sociales, dans une zone toujours plus précaire. Pour les acteurs du terrain, elle peut également être un instrument de régulation pragmatique de la complexité des situations d'exclusions.

Duration 01.11.2004–31.10.2006

Prof. Antonio Da Cunha
Institut de Géographie
Université de Lausanne
BFSH2
1015 Lausanne
Tel. +41 (0)21 692 30 73
Antonio.DaCunha@unil.ch

Prof. Jean-Philippe Leresche
Science, Politique et Société
Observatoire EPFL
Rue de Bassenges 4
1024 Ecublens
Tel. +41 (0)21 693 88 38
Jean-Philippe.Leresche@unil.ch



Social-welfare in Switzerland: Integration and exclusion through segmentation of clients

Ueli Mäder, Carlo Knöpfel, Stefan Kutzner

Summary of the main results (extract from the final report)

Current reorganization efforts in the social welfare system in Switzerland formed the backdrop of this study. The proclaimed aim of the changes is to accelerate the reintegration of social welfare clients into the labour market and society. Important here is the segmentation of clients according to fixed schemes. By using this classification, the social services hope to assist their clients more appropriately and more efficiently.

We examined different concepts of client segmentation in the social welfare assistance services between 2003 and 2006. We wanted to discover the normative basis and concepts of the segmentation. In addition, we were interested in different models of segmentation, client perceptions of this segmentation, and the expert opinions of policy specialists, administrators and social workers. We conducted 30 interviews with experts and 20 with social welfare clients in the Cantons of Basel Stadt, Basel Land, and Fribourg. We also analyzed the professional literature in the field, cantonal social welfare assistance laws, and the guidelines of the Swiss conference for social aid and welfare (SKOS).

To our surprise, we found that the social services had developed their segmentation schemas largely on their own. Initially, we attributed this to social policy. The client segmentation is also not something that social welfare overall is striving towards but is instead being used first and foremost by those social services that are seeking to standardize processes due to their high case loads. As a result of the increasing pressure for efficiency on all of social welfare, these individual social welfare assistance services are focusing increasingly on clients quickly becoming financially independent of welfare. Further reaching problems including health and psychological impairments, family difficulties, and social disintegration tend to be neglected. This neglect occurs especially with clients with the most problems, since welfare services tend to concentrate on the simpler cases that have better chances for success. Social welfare is therefore oriented not so much towards lasting as towards short-term successes. It focuses one-sidedly on reintegration into the labour market, which hardly prevents exclusion if deeper problems are ignored.

Duration 01.01.2004-31.12.2006

Prof. Ueli Mäder
Institut für Soziologie
Universität Basel
Petersgraben 27
4051 Basel
Tel. +41 (0)61 267 28 17
ueli.maeder@unibas.ch

Dr. Carlo Knöpfel
Leiter Grundlagen
Caritas Schweiz
Löwenstrasse 3
Postfach
6002 Luzern
Tel. +41 (0)41 419 23 69
cknoepfel@caritas.ch

Dr. Stefan Kutzner
Universität Fribourg
Departement für Sozialarbeit und Sozialpolitik
Route de Bonnesfontaines 11
1700 Fribourg
Tel. +41 (0)26 300 77 92
stefan.kutzner@unifr.ch



Le travail d'intégration des assistants sociaux de l'Hospice général de Genève: représentations et pratiques de l'aide imposée/négociée

Laurence Ossipow Wüest

Résumé des principaux résultats (extrait du rapport final)

A Genève, l'assistance publique est subsidiaire à toute autre ressource financière et repose sur le principe d'une réinsertion aussi active que possible des bénéficiaires. Dès juillet 2006, les bénéficiaires seront contraints de s'engager dans une forme de contrat pour toucher un "supplément à l'intégration"; cette somme de quelques centaines de francs compensera la diminution de l'aide due aux nouvelles normes fédérales d'aide sociale. Mais que recouvre au juste le principe de réinsertion? Plutôt que de partir de définitions a priori de l'exclusion ou de l'intégration, nous cherchons à découvrir les significations produites par les différentes catégories d'intervenants sociaux. A cet effet, nous recensons les catégorisations imposées par l'institution ou négociées entre acteurs; nous analysons aussi les marges de manœuvre implicites dont bénéficient les travailleurs sociaux et les usagers. Nous observons les pratiques d'encadrement, d'aiguillage ou d'écoute et analysons par ailleurs les projets d'intégration mis en œuvre, y compris la forme paradoxale d'insertion qu'est l'invalidation (AI). Dans la première partie de notre recherche, nous traitons des interactions qui s'établissent dans cinq Centres d'action sociale et de santé (CASS) entre des assistants sociaux (AS) et des bénéficiaires de l'assistance publique. Dans la seconde partie, nous présentons quatre lieux de réinsertion (le Bilan portfolio de compétences; Arcade 84; Les Fringantes et Réalise) dans lesquels les bénéficiaires de l'aide sociale sont envoyés par leur AS ou se rendent de leur propre chef.

Comme le rappelle Fassin (2004), l'aide sociale et les dispositifs d'insertion correspondent à une double logique pacificatrice et compassionnelle. Les intervenants sociaux sont à l'écoute de la souffrance humaine précisément parce qu'ils ne peuvent pas résoudre les inégalités sociales et les dysfonctionnements économiques. A cette double logique s'ajoute une logique du contrôle inhérente à l'assistance. Sur cette base, les AS des CASS se livrent à un important travail de "restauration" conçu comme la première phase de la réinsertion. La restauration est une forme de réhabilitation: par le chèque qu'ils distribuent, les AS procurent de la nourriture, un toit et des vêtements; ils permettent par ailleurs aux bénéficiaires de jouir de droits comme l'accès garanti au système de santé. La réhabilitation s'effectue aussi grâce à un travail de réseau qui implique l'ensemble des partenaires qui participent au processus de réinsertion. Ce travail en réseau constitue une ressource lorsque les partenaires légitiment et accompagnent les orientations proposées, mais devient une contrainte quand le maillage dysfonctionne faute de temps ou en raison d'options divergentes. Un travail identique de réhabilitation peut être mené dans les lieux de réinsertion, même s'il relève avant tout du rôle de généralistes des AS.

Les AS et les intervenants des structures de réinsertion s'investissent aussi dans un travail de "(re)socialisation", un terme souvent employé pour décrire des pratiques de reformatage, d'éducation, de normalisation. La socialisation est toujours dépeinte dans les mêmes termes: apprendre à retrouver un rythme, à se lever le matin, à respecter des horaires, à tenir ses papiers en ordre, à être propre et présentable, à collaborer avec les collègues de stage etc. Elle s'apparente donc à la "restauration" et mime la socialisation primaire plus qu'elle ne correspond à des formes de socialisation secondaire, comme de nouveaux apprentissages qui viendraient renforcer ou contredire les expériences de l'enfance ou de l'adolescence. La sociabilité est essentiellement rapportée à sa dimension de socialisation, un peu comme si les usagers étaient des enfants qui n'auraient

pas ou peu été socialisés et qu'il s'agirait avant tout d'éduquer. Dans les CASS et même si les AS s'efforcent de soigner l'accueil des usagers, la sociabilité au sens d'appartenance collective, de convivialité et de participation fait peu l'objet de références et de pratiques diversifiées. Dans les lieux de réinsertion, le (ré)apprentissage de la sociabilité s'effectue naturellement par le biais de l'aspect collectif du travail. Le Bilan portfolio de compétences se fonde essentiellement sur la narration de soi et l'élaboration de projets, alors que les trois autres lieux de réinsertion favorisent aussi des liens avec le quartier, participent à des événements locaux emblématiques (l'Escalade par exemple) ou s'investissent dans des activités rendues visibles à l'ensemble des citoyens (le nettoyage des parcs publics, notamment). Dans les CASS, le travail de "réinsertion socio-professionnelle" se limite à soutenir des primo-formations ou des cours de français de base. Les lieux d'insertion proposent quant à eux des cours de base et un (ré)apprentissage d'aptitudes au travail qui ne débouchent pas fréquemment sur des savoirs transposables dans le marché du travail. En somme, c'est le retour à l'emploi salarié qui est considéré comme le "Grand Intégrateur" (Barel 1990), même si personne n'est dupe quant à ses possibilités effectives.

Les objectifs et les projets mis en œuvre dans les différentes structures sont de trois types:

1. Les projets ordinaires, routiniers et minimalistes, principalement reliés à la restauration de soi et à la resocialisation déjà décrites. Leur caractère routinier est déterminé par la surcharge de travail des intervenants sociaux et par la faiblesse de formation des usagers ou leurs problèmes physiques, voire psychiques.
2. Les projets challenge ou extra-ordinaires, impliquant un fort investissement de part et d'autre. Il y a échos, empathie, affiliations symboliques et valeurs partagées entre certains AS et des usagers "motivés" ou complaisants. Plutôt que l'effet d'un moindre écart social entre AS et usagers, l'élaboration de projets challenge implique une forme d'autonomie, l'existence d'un réseau de relations mobilisables et une capacité de verbalisation ou d'argumentation de la part des usagers. Cela explique pourquoi des fortes têtes ou certains usagers récalcitrants peuvent en bénéficier.
3. Les projets d'invalidation (AI) qui correspondent à une forme d'intégration paradoxale.

Les usagers des CASS sont contraints de demander de l'aide et doivent une contre-partie. Les échanges sont donc à la fois asymétriques et contractuels. Toutefois, nous avons aussi observé des rapports entre AS et usagers plus symétriques. Même s'il est parfois difficile de déterminer ce qui relève des dons, des obligations et d'un ethos d'AS ou d'un rôle d'usager, des objets et des attentions circulent. Du côté des usagers, les cadeaux représentent probablement aussi un défi (une des dimensions du don): "j'ai tout de même les moyens de remercier quelqu'un" semblent dire certains usagers à leurs AS. Certains usagers donnent ainsi à leur AS des objets faits main qui signalent des ressources (par exemple artistiques ou culinaires) ou des signes de références à leur société d'origine.

En filigrane et parce que l'identité se définit d'emblée en miroir avec autrui, la question du don et de la reconnaissance montre l'importance d'un principe d'écoute. Distinct de la logique compassionnelle (il ne s'agit pas nécessairement de souffrir avec mais de reconnaître l'interlocuteur comme un semblable), ce principe est à la base du travail d'assistance ou d'accompagnement dans les lieux de réinsertion. Cette attention à autrui traverse les différentes définitions de l'intégration quoiqu'elle s'assimile davantage aux deux premières formes de la "restauration" et de la "(re)socialisation". La reconnaissance n'est certes ni rémunératrice ni à elle seule intégratrice; elle n'a pas de répercussion sur les conditions concrètes d'existence, elle n'empêche pas l'imposition d'identités non souhaitées, elle doit être combinée avec des droits et des principes de justice réparatrice. Dans l'immédiat cependant, elle crée des liens qui rendent peut-être moins lourd le sentiment de culpabilité des usagers et l'impression d'impuissance des intervenants sociaux.

Duration 01.08.2003-30.04.2006

Dr. Laurence Ossipow Wüest
Service d'études et de statistiques
de l'Hospice général
Cours de Rive 12
1211 Genève 3
Tel. +41 (0)22 420 56 40
laurence.ossipow-weust@hesge.ch



Welfare, marginality and gender. Social work in late-19th- and 20th-century Berne: Concepts and practices of intervention

Brigitte Schnegg von Rütte

Summary of the main results (extract from the final report)

This research project investigated the significance of integration and exclusion in social work and public welfare in Switzerland in the nineteenth century. In what ways did the concept of integration shape the theory and practice of social work and public welfare? To what extent were social work and social welfare responsible for processes leading to exclusion? The research project was designed on three levels: On the first level, debates and theory building in the field of public welfare between 1890 and 1960 were surveyed; on the second level, the City of Berne's welfare institutions between 1920 and 1960 were examined; on the third level, the practices of these institutions were analyzed. The research also examined the self-perception and the strategies of those dependent on social welfare. The social welfare system's gender biases received special attention.

Research Methods:

- Different methods were used for different parts of the research. Historical discourse analysis was applied to the guiding principles, professional self-conceptions, and experts' discourses.
- The formation and the evolution of the municipal-level welfare state institutions were historically reconstructed using institutional history methods.
- The investigation of welfare practices was based, for one, on administration documents and, for another, on welfare-relief case records. The historical reconstruction of selected case studies allowed micro-analysis of social relief practise and provided insight into self-interpretations and the strategies of dependent persons.

Main Results:

1) At the turn of the nineteenth century, municipal welfare bureaus were established as primary agencies to deal with what was called the 'social question' (Soziale Frage). During the twentieth century, they became the main regulatory system of social marginality within the emerging welfare state. The growing importance of the public welfare system was manifested through new expert discourses, the professionalization of social workers and welfare administrators, and the expansion of both welfare institutions and their fields of intervention.

The public welfare system maintained its position under the boom conditions of the post-Second World War era, despite the rising fear of a weakening of their role articulated by social welfare workers. The public welfare system was established successfully and sustainably as a principal agency organizing the processes of social integration and exclusion at the problematic margins of society.

2) The successful establishment of social welfare as a field of professional expertise in the twentieth century took place in the context of a process coined by Lutz Raphael as the "Verwissenschaftlichung des Sozialen" (the construction of societal matters as objects of scientific investigation). The specific knowledge and the professional discourses produced by the new experts since the end of the nineteenth century was claimed to be of a scientific nature and rational, and it thereby explicitly distinguished itself from earlier forms of discourses about poverty. The Rational Poor Relief System (Rationelle Armenfürsorge) saw itself as a scientifically-based and secular method for dealing with those dependent on welfare relief. Nevertheless, all efforts by the new ex-

perts' to establish their knowledge as an academic discipline within the Swiss university system failed. In contrast to sociology and political economy, "social work" was not integrated into the curriculum of Swiss Universities.

3) Since their early developments, the field of social welfare expertise and the profession of social work were gendered on different levels:

a) Gender segmentation of the fields of expertise: The very influential Conference on Poor Relief (Armenpflegerkonferenz) included almost exclusively men, in contrast to the schools for social work, which were dominated by women. The Conference on Poor Relief however was more successful in establishing itself as "the place of legitimate discourse" ("Ort des legitimen Sprechens" - Sarasin) on public welfare.

b) Gender segmentation of the occupational field: The jobs in the municipal institutions of public welfare in Berne have historically been reserved for male employees, while women have had professional positions either working for the authorities in the institutions handling legal guardianship (Vormundschaftsbehörde) or private welfare institutions.

c) Gender segmentation of functions and hierarchy: Leadership positions and higher paid jobs were occupied solely by men, while women had access only to inferior and subordinate positions with lower pay.

4) The social integration of persons dependent on welfare relief was from the very beginning the declared aim of the welfare institutions. Integration meant first that those in need could guarantee their subsistence and return to a self-supporting life. This principal intention to integrate was thwarted by discourses and practises of exclusion, ranging from selective restrictions on the activities of those receiving poor relief to stigmatizing actions and, finally, to rigorous measures of exclusion.

Integration and exclusion were not opposites; rather, they were interconnected in a dialectic way. The authorities thus attempted to avoid stigmatizing certain groups of persons in need by creating new forms of relief. However, the severe systems of control established in order to prevent the abuse of these new forms led to secondary effects of stigmatization which then foiled the original intention to integrate those previously excluded.

Stigmatization was apparently experienced as particularly problematic by the persons concerned. Especially in the first phases of dependency, they often attempted all that was in their power to avoid seeking aid. The prevention of stigmatization was one of the most important strategies of those in need who depended on public assistance.

5) There were two key moments in the development of concepts and practices of social welfare. First, the turn of the nineteenth century was the phase when "Rational Poor Relief" (Rationelle Armenpflege) prevailed as the main paradigm of public welfare. It remained the key concept until after the Second World War. Second, in the 1950s, the new concept of "social casework" emerged. It was introduced in Switzerland as a new and progressive method of social work. The impulse was external, coming from United Nations institutions, for instance, which advocated a more inclusive and "democratic" form of social work, fostering counselling and insisting on the importance of close collaboration between the social worker and the person concerned when looking to a solution for his or her problems. This new method tended to destabilize the expert status of the traditionally dominant figures within the field of public welfare and was questioned by the representatives of the welfare institutions. The acceptance of "social casework" and the reorientation of the concepts, therefore, took place very slowly within the field of public welfare in Switzerland. In welfare practice, previous behaviours were changing slowly, and the new methods were established only very reluctantly. Only in the 1960s did social casework begin to play a more important role, as counselling increased and the non-discriminating forms of assistance assumed more weight, whereas exclusive practises increasingly declined.

6) Social relief cases are interaction and negotiation processes in an asymmetrical setting. Besides the social worker and clients, there were numerous other persons and groups involved, such as clients' family members, employers, municipal authorities, and various experts. The so-

cial relief procedure (Fürsorgeverfahren) was minimally regulated and therefore gave considerable leeway for bargaining. Although the municipal welfare authorities had structural decision-making power, other actors, such as representatives of the public administration, medical or psychiatric experts, and clients and their relatives, also tried to influence the case, with varying degrees of success. Particularly contested were usually the financial obligations of the actors involved. Often there was also dissent about the interpretation of the cases. Persons concerned made remarkable efforts to maintain authority over their own life stories and to defend their own view of their case against the interpretations of the social workers or experts' opinions. The external expertise called in by the welfare authorities shifted from psychiatry in the 1920s to psychology in the 1950s and 1960s.

Duration 01.09.2003-31.10.2006

Dr. Brigitte Schnegg von Rütte
Interdisziplinäres Zentrum für Frauen- und Geschlechterforschung (IZFG)
Universität Bern
Hallerstrasse 12
3012 Bern
Tel. +41 (0)31 631 40 25
brigitte.schnegg@izfg.unibe.ch



The dynamics of integration and exclusion – interaction between personal efforts and structural conditions

Peter Sommerfeld

Summary of the main results (extract from the final report)

The principal purpose of this research project was to examine the dynamic interaction between individuals and social systems during the re-integration processes after a period in prison or in a psychiatric hospital. This goal was pursued with a qualitative profile using different data acquisition methods: biographic interviews, resources interviews, real time monitoring, "reflecting interviews", and measuring procedures to determine the change in self-estimates and network documentation. A total of 16 persons were monitored over a period ranging from 4 months to one year. Evaluation of the data was performed according to the "grounded theory" method using "system modelling" techniques.

One principal result therefore is indeed a "grounded theory" of re-integration processes. This theory founded in empirical material covers among other things a multi-level model of the interaction of individuals and concrete action systems with the macro structure of society (that is, discourse). In this theoretical perspective, integration can be represented as a bilateral process: Social systems are formed by the integration of participants and sense. Integration is understood on the one hand as development of a consistent social order structure, or integration of the system. This order structure results from, and reproduces itself in, the integration of participants in certain positions and in certain interaction patterns. On the other hand, integration means integration into the system. Usually only the second part of integration is seen, and it is mostly understood as adjustment of an individual to the existing order. Instead, we describe integration as a highly complex interaction that occurs in circular processes between social systems and integrated participants on the basis of self-organization on different, but closely connected, levels, which also include the psychological level. Integration takes place in parallel with different "concrete action systems". In this respect each individual assumes a personal integration arrangement, which is determined according to his social position and therefore defines the accessible social area which is at a participant's disposal. From there, each individual situation in life (Lebenslage) is the realized degree of integration into society.

This theoretical perspective is accompanied by a further main result: the changed understanding of exclusion. Exclusion from the comprehensive macro structure of society cannot take place. Only individual exclusion from subsystems can occur. However, this form of exclusion is in principle limited in time and contains integration options and/or stimulates "substitutive integration" - that is, integration in the assistance systems. Because participants in different positions are integrated into the concrete action systems, a vertical differentiation is created, which results in a progressively graduated participation. A strongly limited participation, which represents a specific form of integration and often goes hand in hand with exclusion from one or more subsystems, is coded as belonging to a fringe group in social discourse and in the assistance systems institutions. To that extent, one further main result of our study is the fact that exclusion is not the problem, but the specific forms of integration into relevant concrete action systems are or can be the problem, which entails social problems and reduced or limited participation.

Another main result of the study that should be mentioned is the temporal and systemic complexity that was revealed by the cases. The dynamic of the interaction between psychological and social process levels opens extensive design options for the practice of social work. Against this background several factor bundles can be named that have an influence on the re-integration process after incarceration or treatment. These include the well-known structural factors (such

as economic situation, position in society), personality variables (capital resources, personal patterns and strategies), the discourse (sense elements, which affect access to systems and/or cause value attributes to be assigned to a person, such as "ill," "delinquent", "strange"), as well as the life phase, in which a person is in, which can influence expectations, attributes and options, as well as critical life events, which can take the form of a switch position.

However, the dynamic factors form the core of the relevant results. The real time monitoring in particular allowed us to reconstruct a narrow, essentially immediate connection of the psychological with the social processes. Of great significance in this respect is the experience of sense and self-effectiveness in social systems regarding the change of the psychological patterns. These dynamic factors are highly effective in view of the problem solution and therefore for a successful re-integration process. Other dynamic factors to be named here are security and understanding (in terms of understanding oneself). Another important result in connection with re-integration processes is that the temporal stretch is large and that the intensity of these processes is not linear.

The results in relation to the role of help systems are serious and require further investigation. In any case, on the basis of our study we can state that the help systems on the temporal dimension (duration and dynamic) and on the objective dimension (complexity) do not adequately assess the cases and therefore, in most cases contribute little to the problem solution. The re-integration process confronts the affected individuals with difficult and diverse coping tasks after their release. The rationality of the help systems is targeted more at care and management than at a professional problem solution. It can be observed that with the transition from the stationary facilities, due to the segmentation of the help systems, structural problems of continuity and coordination of the help services arise. There is no higher structure that would ensure a coordinated process loop, which would take into account the complexity and dynamics of the cases. Moreover, it should be noted that there is a disproportion between the high intensity with which crises are treated in the stationary area in comparison to the rather low intensity with which the re-integration process is supported.

Finally, the results concerning the method development should be mentioned. We used real time monitoring to test a data acquisition procedure that opens up the use of time series analysis methods for the social sciences. This procedure has proved to be adequate in combination with the qualitative methods that we selected. At the same time, we tested real time monitoring and the "reflective interviews" based upon it and the "system modelling" technique with a view to possible practical applications. In this respect, we can state that this method mix is in principle capable of assessing the cases in their complexity and thereby places the planning of the help tasks on a qualitatively improved basis. This creates the basis for "integrated problem solutions" or creates "integrated process curves" that to date have been lacking. However, practical implementation depends on the structural conditions currently in force and must therefore be pursued in follow-up projects.

Duration 01.02.2004-31.07.2006

Prof. Dr. Peter Sommerfeld
Fachhochschule Nordwestschweiz
Hochschule Soziale Arbeit
Institut für Professionsforschung und kooperative Wissensbildung
Riggenbachstrasse 16
CH-4600 Olten
Tel +41 62 311 96 40
peter.sommerfeld@fhnw.ch



La question de l'intégration dans le discours et les pratiques de l'aide sociale: l'exemple de deux cantons entre 1893 et aujourd'hui

Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni, Véréna Keller

Résumé des principaux résultats (extrait du rapport final)

L'assistance publique ou l'aide sociale est le secours (en argent ou en nature) que la collectivité accorde aux personnes qui sont dans le besoin. Elle implique l'intervention de l'État (communes, cantons), qui peut organiser des services publics ou soutenir des services privés dans ce but. Souvent présentée comme le "dernier filet" du système de protection sociale, l'assistance publique est une composante-clé de l'État social helvétique.

Or, lorsque l'assistance est évoquée, diverses interrogations qui concernent les personnes à aider et la manière de procurer l'aide reviennent périodiquement: qui faut-il aider? Comment faut-il aider? Qui est responsable de l'aide? Ces interrogations renvoient toutes à la manière dont sont définies les conditions de la solidarité. Elles sont à l'origine de cette recherche.

Fondée sur l'analyse de l'évolution des lois d'assistance publique depuis la fin du XIXe siècle dans deux cantons suisses (Neuchâtel et Vaud) et sur différents matériaux d'enquête, cette recherche a d'abord permis de fournir une synthèse des questions qui se posent à propos de la définition de la responsabilité de l'assistance légale aux pauvres, considérée comme un devoir social à la fin du XIXe siècle et comme un droit individuel au début du XXIe siècle. Or, définir qui est responsable de fournir l'aide, c'est également définir les conditions d'appartenance au groupe. Trois types idéaux d'appartenance ont pu être dégagés. Dans la société préindustrielle, l'appartenance se base sur l'origine. Elle se fonde sur le domicile au fur et à mesure que l'industrialisation impose des mouvements de population et finit par devenir, dans une économie globalisée, appartenance à une commune humanité (au nom de la dignité). L'évolution de la manière dont l'appartenance se construit permet d'identifier les étapes du passage d'une société de type communautaire à une société d'individus. Toutefois, ces trois manières de considérer l'appartenance se succèdent sans jamais totalement s'annuler. Au contraire, elles s'entremêlent et on peut déceler dans la législation helvétique actuelle des survivances claires des deux premières manières de considérer l'appartenance.

Cette recherche a ensuite servi à cerner les principaux types idéaux associés aux destinataires des mesures d'assistance et leur évolution. Le type idéal du destinataire, c'est à la fin du XIXe siècle un(e) pauvre indigent(e), dans l'entre-deux-guerres un(e) chômeur/euse, dans les années soixante une personne marginalisée et aujourd'hui un(e) exclu(e). Ces types idéaux et leurs succès renvoient à des inquiétudes sociales historiquement situées qui informent sur l'état de la question sociale à une époque donnée.

Cette recherche a enfin aidé à comprendre comment, à chaque époque, ont été définies les réponses à apporter aux destinataires de l'assistance et de voir comment le contrôle social sur ces populations se métamorphose. Ce phénomène est d'autant plus intéressant à analyser que les populations qui dépendent de l'assistance publique sont un écran sur lequel se reflète l'image stigmatisante de pratiques considérées comme illégitimes. L'indigent(e), la société lui donne une aide, une protection, tout en l'éduquant et en le moralisant. Au chômeur ou à la chômeuse, l'administration fournit des occasions de travail afin de l'aider, mais aussi de contrôler le caractère involontaire de son chômage. La personne marginale reçoit une aide qui vise à éviter qu'elle ne nuise à elle-même ou à la société. L'exclu(e), l'administration tente de l'insérer à coup de "mesures actives", afin de développer sa flexibilité.

Les résultats de cette recherche permettent de prendre du recul par rapport à la façon dont l'assistance se pense et se conçoit et donc de réfléchir à l'évolution de la manière de faire société depuis la fin du XIXe siècle en Suisse.

Duration 01.01.2004-30.06.2006

Prof. Jean-Pierre Tabin
Ecole d'études sociales et pédagogiques (EESP)
Chemin des Abeilles 14
Case postale 70
1000 Lausanne 24
Tel. +41 (0)21 651 62 00
jptabin@eesp.ch